

**ARRETE N° 0108/MJDH/CAB DU 27 FEVRIER 2024
PORTANT OUVERTURE D'UN CONCOURS DIRECT D'ADMISSION EN 2025 AU
CYCLE DE FORMATION DES AGENTS D'ENCADREMENT DES
ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES DE L'ÉCOLE DU PERSONNEL
PÉNITENTIAIRE DE L'INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE**

**LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE
ET DES DROITS DE L'HOMME,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la loi n°2023-892 du 23 novembre 2023 portant Statut Général de la Fonction Publique ;
- Vu** le décret le décret n°2005-40 du 3 février 2005 portant création l'Institut National de Formation Judiciaire ;
- Vu** le décret n°2021-451 du 08 septembre 2021 portant organisation du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme ;
- Vu** le décret n°2023-25 du 18 janvier 2023 portant nomination du Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire ;
- Vu** le décret le décret n°2023-57 du 1^{er} février 2023 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut National de Formation Judiciaire ;
- Vu** le décret n°2023-813 du 16 octobre 2023 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2023-814 du 17 octobre 2023 portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2023-820 du 25 octobre 2023 portant attributions des membres du Gouvernement,

ARRÊTE :

Article 1 : Il est organisé, les **28 et 29 septembre 2024**, le concours direct d'admission en 2025, au cycle de formation des Agents d'Encadrement des Établissements pénitentiaires de l'École du Personnel Pénitentiaire de l'Institut National de Formation Judiciaire.

Les dispositions du présent arrêté, complétées par celles du guide des concours de l'INFJ, règlementent ledit concours.

Article 2 : Peuvent faire acte de candidature les personnes des deux sexes remplissant les conditions ci-après :

1. être âgée de **18 ans** au moins et de **30 ans au plus au 31 décembre 2024**.
2. être de nationalité ivoirienne ;

3. être titulaire du Brevet d'Etude du Premier Cycle (BEPC) ou tout diplôme équivalent, délivré dans les conditions arrêtées par le Ministère en charge de l'Enseignement Secondaire, Technique ou Professionnel.
Si le diplôme émane d'un établissement de premier cycle étranger, un certificat de reconnaissance et d'équivalence du ministère en charge de l'Education National devra y être joint.
4. avoir la taille minimum de : 1m 68 pour les personnes de sexe masculin et 1m 65 pour les personnes de sexe féminin.

Article 3 : L'inscription au concours se fait en ligne sur le site de l'INFJ : www.infj.ci, dans la période du **1^{er} mars au 21 avril 2024**.

La période de la visite médicale paramilitaire est prévue du **04 avril au 10 mai 2024**.

Le dépôt des dossiers de candidature est prévu du **10 avril au 31 mai 2024**, **délai de rigueur**.

Article 4 : Le dossier de candidature comprend les pièces suivantes :

1. une demande manuscrite de candidature établie sur papier libre adressée à Monsieur le Ministre en charge de la Justice et précisant l'adresse exacte du candidat;
2. un extrait d'acte de naissance ou jugement supplétif de moins d'un an de date ;
3. un certificat de nationalité ivoirienne;
4. un casier judiciaire de moins de trois mois de date ;
5. un curriculum vitae ;
6. une copie du diplôme exigé à l'article 2, authentifiée par l'établissement qui l'a délivré, ou le cas échéant, une attestation de réussite en cours de validité authentifiée dans les mêmes conditions ;
Si le diplôme émane d'un établissement de premier cycle étranger, un certificat de reconnaissance et d'équivalence du ministère en charge de l'Education National devra y être joint
7. une attestation sur l'honneur par laquelle le candidat déclare ne pas être fonctionnaire ou élève fonctionnaire d'une administration, d'un service ou d'un établissement public de l'État ou d'une collectivité territoriale;
8. une fiche de candidature ;
9. un état signalétique des services militaires ou à défaut, un certificat de position militaire pour les candidats de sexe masculin ;
10. un certificat de visite et contre-visite médicale délivré par les médecins désignés par l'INFJ.

Article 5 : Au moment de l'inscription, le candidat s'acquitte des frais suivants :

- droit d'inscription : **10.000 FCFA** ;
- pochette : **4.500 FCFA** ;
- prise de vue : **2.500 FCFA** ;
- visite médicale paramilitaire : **70.000 FCFA**.

Article 6 : La liste des candidats autorisés à concourir est publiée par affichage à l'INFJ et sur le site internet : www.infj.ci au plus tard l'avant-veille du début des épreuves.

Les épreuves du concours se déroulent aux lieux et horaires indiqués par le Directeur Général de l'INFJ.

Les candidats se présentent au centre de composition, une heure avant le début de chaque épreuve munis uniquement d'une pièce d'identité et de leur convocation.

Article 7 : Les Membres du Jury d'admission définitive sont nommés par arrêté du Ministre en charge de la Justice, sur proposition du Directeur Général de l'INFJ.

Article 8 : Le concours comporte uniquement des épreuves écrites d'admissions qui sont :

1. un sujet portant sur une composition **d'étude de texte**, d'une durée de **3 heures**, avec un **coefficient 3** ;
2. un sujet portant sur **l'éducation civique et morale**, d'une durée de **2 heures**, avec un **coefficient 2** ;
3. un sujet portant sur **l'organisation politique, administrative et judiciaire**, d'une durée de **2 heures**, avec un **coefficient 2**.

Article 9 : Chaque épreuve d'admission est choisie par le jury parmi une série de sujets proposés par le Directeur Général de l'INFJ. Les copies des candidats sont corrigées par deux correcteurs au moins et sont affectées d'une note allant de 0 à 20.

Une note égale ou inférieure à 5 sur 20 dans l'une des épreuves est éliminatoire, sauf si le jury en décide autrement par une délibération spécialement motivée.

Article 10 : Le jury, après délibération, proclame les résultats d'admission définitive qui sont publiés par le Directeur Général de l'INFJ par voie d'affichage à l'INFJ et sur le site internet : www.infj.ci.

Article 11 : En cas de nécessité, le Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire peut réaménager les dates prévues dans le cadre de l'organisation et du déroulement des opérations du concours.

Article 12 : Le Directeur Général de l'Institut National de Formation Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et communiqué partout où besoin sera.

Ampliations :

| | |
|-----------------------|----|
| - SGG | 01 |
| - Cour de Cassation | 01 |
| - Conseil d'Etat | 01 |
| - MJDH (Cab et DSJRH) | 02 |
| - MFB | 01 |
| - INFJ | 01 |
| - JORCI | 01 |

Fait à Abidjan, le 27 février 2024



Jean Sansan KAMBILE
Jean Sansan KAMBILE